

**Le SICTAME vous informe**www.sictame-unsatotal.org

Maisons Familiales :

Parce que les chiffres, eux, ne mentent pas !

Le patrimoine immobilier des CE

Six maisons familiales sont la propriété, partagée ou non, des CE de l'UES-Amont de Paris, Pau et de TE&PF. En 2007, le CCE UES-Amont gère l'activité "Famille" dans quatre de ces six maisons :

Banyuls, Chantemerle, Hossegor et Saint Jean de Sixt.

Le taux d'utilisation par les salariés TOTAL Pau, Paris et Lacq : 5,6%

En 2006, **500 salariés** ont séjourné dans les Maisons Familiales sur un total de **8872 salariés**, avec une subvention du CCE d'environ **700 K€**.

A titre d'exemple, la Commission Vacances de Pau subventionne **638 salariés avec 343 K€**.

Par ailleurs, la fréquentation des Maisons Familiales par les salariés TOTAL est en baisse constante depuis plusieurs années.

La demande des salariés TOTAL pour leurs vacances est donc ailleurs ...

Les coûts du patrimoine (gestion, salaires, entretien, ...)

Après le constat d'un déficit chronique important montrant l'incapacité du CCE à gérer des Maisons Familiales en direct, 6 centres ont été mis en gestion en 2005 (*plus que 4 en 2007*) auprès d'un professionnel du tourisme social, M Vacances, qui annonçait un déficit de 3,5 M€ sur 5 ans, à charge du CCE, puis une prise en charge assainie, sans déficit.

Constat : La gestion M Vacances a coûté 2,7 M€ en moins de 3 ans au CCE

- Juillet 2007 : décision du CCE, à l'**unanimité**, d'arrêter la collaboration avec M Vacances au 1^{er} novembre 2007.
- Été 2007 : vote **unanime** au CE de Paris refusant de financer tout déficit à partir de 2008.
- Avril - octobre 2007 : recherche d'un autre gestionnaire, seule réponse : VTF.

Bilan : la gestion par VTF coûterait environ 300 K€ par an sur une durée de 12 ans.

Cette charge de 300 K€ est donc à rajouter au subventionnement des salariés par le CCE.

La logique de prise en charge par les CE d'un déficit important est inéluctable.

Obligation d'investissements de rénovation de PLUSIEURS MILLIONS €

Nos Maisons Familiales sont vieillissantes ou obsolètes. Elles sont à charge principalement des CE de Pau et de Lacq. La poursuite de l'activité dans ces maisons impliquerait des travaux très significatifs.

Au-delà de l'utilisation des fonds issus de la vente du bien situé à Capbreton et sachant que Lacq ferme vers 2013, qui rembourserait les emprunts contractés pour ces travaux ?

C'est face à ces réalités qui touchent à l'économie des activités sociales, au bon équilibre des dépenses et à la gestion responsable de la dotation versée aux CE au service de tous les salariés TOTAL, que le SICTAME-UNSA s'est interrogé ...

Les questions posées par le SICTAME-UNSA :

➤ **Doit-on continuer à dilapider autant d'argent pour maintenir cette activité dans nos Maisons Familiales ?**

Dans une enquête réalisée à Pau, en 2004, 7,4% des salariés interrogés étaient intéressés par des séjours type « Maison Familiale ». Pour satisfaire ce besoin, il existe sur le marché pléthore d'offres semblables ... d'un meilleur niveau, à meilleur coût et avec un choix plus large.

➤ **Comment faire évoluer notre patrimoine ?**

Une réflexion doit avoir lieu dans les CE ; il faut adapter ce patrimoine aux vrais besoins exprimés par les salariés (exemple : résidences locatives à proximité de Pau, gérées par des professionnels).

➤ **Comment traiter la situation des salariés ex-CIE (20 personnes) travaillant dans nos maisons ?**

Le SICTAME a des réponses à ces questions !

En particulier, il faut proposer un plan social exemplaire pour les salariés ex-CIE

Après une longue réflexion, le SICTAME a pris position en votant la résolution suivante lors du CCE du 12/10/2007 :

« Les élus du CCE décident de mettre un terme à l'activité Famille dans les Maisons Familiales, propriétés des Comités d'Etablissement de l'UES Amont et du Comité d'Entreprise de TEPF, au 1^{er} novembre 2007. Les Maisons Familiales seront alors rendues à leurs propriétaires ; un plan social sera étudié pour les anciens salariés du CIE ».

Cette résolution a été adoptée, à bulletins secrets, à la majorité des 13 élus : 7 pour, 4 contre, 2 élus (FO et CFE-CGC) étant absents.

Vous constaterez donc qu'il n'est question dans cette résolution que d'arrêter l'activité "Famille" du CCE dans les Maisons Familiales du patrimoine et non pas de les vendre !

NON, le SICTAME-UNSA n'est pas dogmatique : il œuvre uniquement dans l'intérêt à long terme des salariés. Convaincu de la nécessité d'évoluer, il est prêt à remettre courageusement en cause certaines habitudes afin d'améliorer et d'étendre l'offre des CE aux salariés.

OUI, le SICTAME-UNSA a osé prendre ses responsabilités ! Il était grand temps de mettre un terme au gaspillage de la dotation versée aux CE et de l'affecter principalement, comme c'est le devoir d'élus gestionnaires responsables, aux salariés du Groupe TOTAL.

Pour nous contacter, Tél. : 01.47.44.80.19 à Paris ; 05.59.83.57.89 à Pau ou Envoyez nous vos :
NOM et Prénom..... Lieu de travail.....
à SICTAME-UNSA-TOTAL : Bureau 4E41 Tour Coupole à La Défense ou Bureau F16 CSTJF à Pau